



Compte-rendu d'exercice de la délégation octroyée
à M.le président pour les actions en justice
Réunion décision modificative du 23 et 24 octobre 2023
ANNEXE

**ETAT DES CONTENTIEUX AYANT FAIT L'OBJET D'UNE ACTION OU D'UNE DÉCISION DEPUIS LA RÉUNION « COMPTE
ADMINISTRATIF 2022 ET BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2023 » DES 22 ET 23 JUIN 2023**

Préambule

Sous le vocable contentieux, sont répertoriées les affaires qui ont donné lieu à la saisine d'une juridiction pour le règlement d'un litige mettant en cause la personne publique et/ ou l'activité administrative. Ne sont pas répertoriés les recours gracieux (réclamation adressée directement à l'administration), les recours hiérarchiques et les recours administratifs obligatoires qui sont des préalables à l'action contentieuse.

Par essence, les contentieux vont concerner, au principal, la juridiction administrative de droit commun (Tribunal administratif, Cour Administrative d'Appel et Conseil d'Etat) qui dispose d'une compétence exclusive pour connaître des recours en annulation et en réformation des actes des autorités publiques.

En matière sociale, les juridictions administratives spécialisées (Commission départementale et commission centrale de l'aide sociale, Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Cour nationale de la tarification sanitaire et sociale) ont été supprimées. A compter du 1er janvier 2019, en application de la loi du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du 21^e siècle, le contentieux anciennement dévolu aux commissions d'aide sociale est réparti entre le Tribunal de Grande Instance et le tribunal administratif. A noter que les jugements rendus en matière de revenu de solidarité active peuvent seulement faire l'objet d'un pourvoi en cassation, la voie de l'appel (cour administrative d'appel) ayant été supprimée.

Les contentieux portant sur l'attribution de la carte mobilité inclusion – personnes handicapées - sont partagés entre les juridictions administratives et judiciaires. Le juge administratif est compétent pour les recours portant sur les cartes mentions stationnement alors que le juge judiciaire est compétent pour les recours portant sur les cartes mentions invalidité et priorité.

La classification des contentieux repose sur les deux types de recours exercés devant le juge administratif : le contentieux de "l'excès de pouvoir" (contentieux de l'annulation de la décision administrative) et le "contentieux de pleine juridiction" (responsabilité, droit du contrat, condamnation pécuniaire). Aucun déferé préfectoral relevant du contentieux de l'excès de pouvoir n'est recensé.

Les matières relevant par nature du juge judiciaire sont constituées des litiges relatifs à la protection de la propriété privée, à la gestion du domaine privé, à l'état et à la capacité des personnes (sauf textes contraires). A ce titre, il appartient au juge civil de connaître de la répartition entre obligés alimentaires de leur contribution à l'aide sociale.

Demandeur et Date de la requête	Problématique	Procédure	N° Tribunal	N° dossier
1 – Contentieux des agréments				
Mme X... Assistante familiale 8 avril 2020	Action en annulation de la décision implicite de rejet refusant le paiement de la perte invoquée de revenus.	° <i>Tribunal administratif</i> : Jugement du 25 mai 2023 rejetant la requête de la partie adverse.	2001814-3	1
Mme X... Assistante familiale 9 décembre 2020	Action en indemnisation de la perte de revenu durant la suspension de l'agrément de Mme X... et de son préjudice moral.	° <i>Tribunal administratif</i> : Jugement du 18 juillet 2023 rejetant la requête de la partie adverse.	2006331-2	2
2 – Contentieux du personnel				
M. Y... Adjoint technique territorial 14 juin 2021	Action en contestation de l'arrêté infligeant un blâme à l'agent	° <i>Tribunal administratif</i> : Jugement du 10 juillet 2023 rejetant la requête de la partie adverse	2103549	3
3 – Contentieux des titres de recettes				
Mme X... Agent contractuel du lycée Jean BAYLET 4 juillet 2023 (1ère affaire)	Action en contestation d'un titre de recettes émis à l'encontre de Madame X... pour le remboursement de sommes indûment versées.	° <i>Tribunal administratif</i> : Lettre à la juridiction le 6 septembre 2023 pour l'informer que le Département ne devrait pas être partie à l'instance.	2303729	4
Mme X... Agent contractuel du lycée Jean BAYLET 4 juillet 2023 (2ème affaire)	Action en contestation d'un titre de recettes émis à l'encontre de Madame X... pour le remboursement de sommes indûment versées.	° <i>Tribunal administratif</i> : Lettre à la juridiction le 6 septembre 2023 pour l'informer que le Département ne devrait pas être partie à l'instance.	2303730	5
4 – Contentieux de la responsabilité				
M. Y... 14 mars 2023	Action en indemnisation des préjudices corporels subis par le cheval de M. Y... lors du passage d'un pont appartenant au Département.	° <i>Tribunal administratif</i> : Ordonnance rendue le 3 juillet 2023 actant le désistement de M.Y.... Mémoire du Département le 4 juillet 2023 acceptant le désistement de M.Y...	2301373	6
5 – Contentieux des marchés publics				
Société PROCIBA 13 juillet 2021	Action en indemnisation de l'entreprise chargée des travaux d'étanchéité, à raison de prestations supplémentaires. Le Département subrogé dans les obligations de la Sémateg, intervenante initiale, intervient en qualité de mandataire de l'association APIM (maître de l'ouvrage).	° <i>Cour d'appel de Toulouse</i> : Arrêt du 5 septembre 2023 confirmant le jugement rendu par le tribunal judiciaire de Montauban le 8 juin 2021 qui avait débouté la société de ses demandes. Condamnation de la société PROCIBA à payer au Département la somme de 2000 € sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile.	RG21/03151	7

Demandeur et Date de la requête	Problématique	Procédure	N° Tribunal	N° dossier
6 – Contentieux des aides et prestations et contentieux connexes (Aide sociale à l'enfance, Aide sociale aux personnes âgées, Aide Personnalisée d'Autonomie – APA, revenu de solidarité active -RSA, obligation alimentaire)				
6.1 – Revenu de solidarité active – RSA				
Mme X... 12 janvier 2021	Action en annulation du titre exécutoire matérialisant la sanction administrative infligée à la partie adverse.	° <i>Tribunal administratif</i> : Jugement rendu le 10 mai 2023 rejetant la requête de la partie adverse.	2107524	8
Mme X... 9 mai 2022	Action en annulation de la décision portant refus de remise de dette.	° <i>Tribunal administratif</i> : Jugement rendu le 10 mai 2023 rejetant la requête de la partie adverse.	2202608	9
Mme X... 3 juin 2022	Action en annulation de la décision infligeant une amende administrative pour fraude au revenu de solidarité active à la partie adverse.	° <i>Tribunal administratif</i> : Jugement rendu le 10 mai 2023 rejetant la requête de la partie adverse.	2203085	10
M. Y... 1 ^{er} février 2022	Action en annulation de la décision de rejet contre la décision de l'équipe pluridisciplinaire constituée en commission départementale des fraudes au revenu de solidarité active notifiant une sanction administrative et confirmant un indu de revenu de solidarité active.	° <i>Tribunal administratif</i> : Jugement rendu le 10 mai 2023 annulant la décision contestée et enjoignant au Département de rendre les sommes indûment retenues à la partie adverse.	2200441	11
Mme X... 7 octobre 2022	Action en annulation de la décision portant rejet d'une demande de remise de dette.	° <i>Tribunal administratif</i> : Jugement rendu le 4 mai 2023 rejetant la requête de la partie adverse.	2107221	12
Mme X... et M. Y... 15 mars 2022	Action en annulation de la décision portant rejet d'une demande de remise de dette.	° <i>Tribunal administratif</i> : Jugement rendu le 14 juin 2023 rejetant la requête de la partie adverse.	2201410	13
Mme X... 5 juillet 2022	Action en annulation de la décision portant suppression du droit au revenu de solidarité active.	° <i>Tribunal administratif</i> : Ordonnance du 7 juin 2023 rejetant la requête de la partie adverse.	2203746	14
M. Y... 16 mai 2023	Action en annulation de la décision portant accord d'une remise partielle d'une dette de revenu de solidarité active et demande d'annulation total de la dette.	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en défense du 20 juin 2023.	2302760	15

Demandeur et Date de la requête	Problématique	Procédure	N° Tribunal	N° dossier
M. Y... 23 mai 2023	Action en annulation de la décision confirmant la décision de la commission des fraudes et notifiant à la partie adverse une amende administrative et un indu de revenu de solidarité active.	° Tribunal administratif : Mémoire en défense du 24 juillet 2023.	2302154	16
Mme X... 31 mai 2023	Action en annulation de la décision portant suppression du droit au revenu de solidarité active.	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en défense du 24 juillet 2023.	2302009	17
M. Y... 2 juin 2023	Demande de la partie adverse d'obtenir la rétroactivité de la totalité des versements du revenu de solidarité active de janvier à mars 2023.	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en défense du 4 août 2023.	2302853	18
Mme X... 16 juin 2023	Action en annulation de la décision portant réduction du droit au revenu de solidarité et remboursement de la somme retenue.	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en défense du 9 août 2023.	2303450	19

Demandeur et Date de la requête	Problématique	Procédure	N° Tribunal	N° dossier
6.2 – Obligation alimentaire				
Département 12 avril 2022	Fixation de la participation des obligés alimentaires suite à l'admission à l'aide sociale à l'hébergement de Mme X...	° <i>Tribunal judiciaire de Montauban</i> : Désistement du Département suite à la vente du bien immobilier du demandeur lui permettant d'assumer ses frais d'hébergement.	RG22/00468	20
Département 15 septembre 2022	Fixation de la participation des obligés alimentaires suite à l'admission à l'aide sociale à l'hébergement de Mme X...	° <i>Tribunal judiciaire de Montauban</i> : Jugement rendu le 17 avril 2023 fixant la contribution alimentaire.	RG22/00984	21
Département 25 octobre 2022	Fixation de la participation des obligés alimentaires suite à l'admission à l'aide sociale à l'hébergement de Mme X...	° <i>Tribunal judiciaire de Montauban</i> : Jugement rendu le 2 juin 2023 fixant la contribution alimentaire.	RG22/01156	22
Département 15 novembre 2022	Fixation de la participation des obligés alimentaires suite à l'admission à l'aide sociale à l'hébergement de Mme X...	° <i>Tribunal judiciaire de Montauban</i> : Ordonnance de radiation de l'affaire. Nouvelle demande formée par le Département le 28 juin 2023, en attente du jugement.	RG22/01222	23
Département 7 décembre 2022	Fixation de la participation des obligés alimentaires suite à l'admission à l'aide sociale à l'hébergement de M. Y...	° <i>Tribunal judiciaire de Montauban</i> : Désistement du Département suite à un accord trouvé avec les obligés alimentaires.	RG23/00011	24
Département 25 mai 2023	Fixation de la participation des obligés alimentaires suite à l'admission à l'aide sociale à l'hébergement de Mme X...	° <i>Tribunal judiciaire de Montauban</i> : En attente de jugement.	RG/2300634	25
Département 26 juillet 2023	Fixation de la participation des obligés alimentaires suite à l'admission à l'aide sociale à l'hébergement de Mme X...	° <i>Tribunal judiciaire de Montauban</i> : En attente de jugement.		26
Département 3 août 2023	Fixation de la participation des obligés alimentaires suite à l'admission à l'aide sociale à l'hébergement de Mme X...	° <i>Tribunal judiciaire de Montauban</i> : En attente de jugement.		27

Demandeur et Date de la requête	Problématique	Procédure	N° Tribunal	N° dossier
Département 16 août 2023	Fixation de la participation des obligés alimentaires suite à l'admission à l'aide sociale à l'hébergement de M. Y...	° <i>Tribunal judiciaire de Montauban</i> : En attente de jugement.		28
Département 21 juillet 2022	Fixation de la participation des obligés alimentaires suite à l'admission à l'aide sociale à l'hébergement de Mme X...	° <i>Cour d'appel de Toulouse</i> : Conclusions du Département n°2 le 6 septembre 2023	22083CS	29

Demandeur et Date de la requête	Problématique	Procédure	N° Tribunal	N° dossier
6.3 – Aide sociale				
<i>6.3.1 – Contentieux de l'admission à l'aide sociale pour personnes âgées</i>				
Mme X... 4 janvier 2023	Demande d'annulation de la décision du 18 mai 2018 portant rejet de la demande d'aide sociale pour la prise en charge de ses frais d'accompagnement par un SAMSH autisme.	° <i>Tribunal administratif</i> : Renvoi de la requête par la Cour administrative d'appel de Paris vers le tribunal administratif de Toulouse le 4 janvier 2023. Mémoire en défense du Département le 23 août 2023	2300131	30
Département 25 avril 2023	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération aide sociale à l'hébergement (dossier de Mme X...).	° <i>Juge aux affaires familiales</i> : Ordonnance du 4 mai 2023 portant déclaration de succession vacante et désignant le service des domaines de Toulouse comme curateur.	RG23/00131	31
Mme X... 12 juin 2023	Action en annulation de la décision du 6 avril 2023 portant rejet de la demande d'aide sociale déposée par la partie adverse.	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en défense du Département le 25 août 2023.	2303394	32
Département 14 juin 2023	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération aide sociale à l'hébergement (dossier de Mme X...).	° <i>Juge aux affaires familiales</i> : En attente de décision.		33
Département 14 juin 2023	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération aide sociale à l'hébergement (dossier de M. Y...).	° <i>Juge aux affaires familiales</i> : Ordonnance du 21 juin 2023 portant déclaration de succession vacante et désignant le service des domaines de Toulouse comme curateur.	RG23/00176	34
Département 4 juillet 2023	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération aide sociale à l'hébergement (dossier de Mme X...).	° <i>Juge aux affaires familiales</i> : Ordonnance du 11 juillet 2023 portant déclaration de succession vacante et désignant le service des domaines de Toulouse comme curateur.	RG23/00189	35
Mme X... 4 août 2023	Action en annulation de la décision du 9 mars 2023 portant rejet de la demande d'aide sociale déposée par la partie adverse.	° <i>Tribunal administratif</i> : Requête communiquée le 21 août 2023 au Département.	2305043	36
Département 19 juillet 2023	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération aide sociale à l'hébergement (dossier de Mme X...).	° <i>Juge aux affaires familiales</i> : Ordonnance du 8 août 2023 portant déclaration de succession vacante et désignant le service des domaines de Toulouse comme curateur.	RG23/00202	37

Demandeur et Date de la requête	Problématique	Procédure	N° Tribunal	N° dossier
Département 20 juillet 2023	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération aide sociale à l'hébergement (dossier de Mme X...).	° <i>Juge aux affaires familiales</i> : Ordonnance du 8 août 2023 portant déclaration de succession vacante et désignant le service des domaines de Toulouse comme curateur.	RG/2300200	38
Département 23 août 2023	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération aide sociale à l'hébergement (dossier de Mme X...).	° <i>Juge aux affaires familiales</i> : En attente de décision.		39
Département 24 août 2023	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération aide sociale à l'hébergement (dossier de M. Y...).	° <i>Juge aux affaires familiales</i> : En attente de décision.		40
Département 28 août 2023	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération aide sociale à l'hébergement (dossier de Mme X...).	° <i>Juge aux affaires familiales</i> : En attente de décision.		41
Département 28 août 2023	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération aide sociale à l'hébergement (dossier de Mme X...).	° <i>Juge aux affaires familiales</i> : En attente de décision.		42
Département 28 août 2023	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération aide sociale à l'hébergement (dossier de M. Y...).	° <i>Juge aux affaires familiales</i> : En attente de décision.		43

Demandeur et Date de la requête	Problématique	Procédure	N° Tribunal	N° dossier
7 – Handicap				
7.1 – Carte mobilité inclusion-personnes handicapées – mention invalidité				
M. Y... 10 mars 2023	Action en contestation de la décision de rejet de la carte mobilité inclusion – mention Invalidité/Priorité.	° <i>Tribunal judiciaire de Montauban</i> : Mémoire en défense du Département le 5 mai 2023.	RG23/00070	44
Mme X... 18 avril 2023	Action en contestation de la décision de rejet de la carte mobilité inclusion – mention Invalidité.	° <i>Tribunal judiciaire de Montauban</i> : Mémoire en défense du Département le 10 juin 2023.	RG23/00011	45
M. Y... 13 avril 2023	Action en contestation de la décision de rejet de la carte mobilité inclusion – mention Invalidité.	° <i>Tribunal judiciaire de Montauban</i> : Mémoire en défense du Département le 22 juin 2023.	RG23/00106	46
Mme X... 25 juin 2023	Action en contestation de la décision de rejet de la carte mobilité inclusion – mention Invalidité.	° <i>Tribunal judiciaire de Montauban</i> : Mémoire en défense du Département 28 juillet 2023.	RG23/00153	47
8 – Contentieux Répressif				
Département 31 mai 2023	Signalement effectué auprès du Procureur de la République sur le fondement de l'article 40 du code de procédure pénale pour violences exercées par un enfant mineur à l'encontre du personnel de l'ASE de Montauban le 22 mai 2023	° <i>Procureur de la République</i> En cours d'instruction		48
Département 27 juin 2023	Signalement effectué auprès du Procureur de la République sur le fondement de l'article 40 du code de procédure pénale pour menaces exercées par un usager à l'encontre du personnel de la MDS de Saint-Antonin-Noble-Val le 23 mai 2023	° <i>Procureur de la République</i> En cours d'instruction		49
Département 29 juin 2023	Signalement effectué auprès du Procureur de la République sur le fondement de l'article 40 du code de procédure pénale pour menaces, diffamation et cyberharcèlement exercés par un usager à l'encontre d'agents des services RSA	° <i>Procureur de la République</i> En cours d'instruction		50